

**Quel rôle et quels moyens pour les Unités de Recherche au sein de la COMUE UGA (CUGA) ?
17/11/12**

Lettre ouverte aux candidats aux élections à la CUGA

Liste des signataires : voir en fin de message

Au cours des dernières années, les Unités ont vu leur rôle d'animateur de la science dans leur domaine se restreindre considérablement dans la réalité, malgré un discours rassurant.

1. Partagez-vous ce constat ?
2. Si oui, quelles mesures comptez-vous proposer au niveau de la CUGA pour corriger le tir ?
3. Vous engagez-vous à proposer qu'une part significative (50% par exemple) du préciput versé par l'ANR et des « frais de gestion » des divers contrats obtenus soit reversée aux Unités, pour ressourcer leur recherche et contribuer à la charge de gestion assumée par les Unités ?
4. Vous engagez-vous à proposer que la part de la dotation quinquennale des Unités, dédiée au paiement des frais d'infrastructure et au paiement des personnels contractuels de support, ne puisse dépasser 50% de la dotation quinquennale totale ?

Directeurs d'Unités de la CUGA, nous constatons pour notre part qu'il est quasi-impossible de mener une politique scientifique au niveau d'une Unité sans levier financier (*NB, dans nos Unités, après paiement des frais de fonctionnement, d'infrastructure et des salaires des personnels contractuels de support indispensables à la vie de l'Unité qu'il nous faut payer pour compenser l'insuffisance de notre dotation en ITA/IATS, ce qui reste le cas échéant de notre dotation quinquennale ne permet pas de mener une politique scientifique*).

Nous comprenons parfaitement l'importance pour notre Université de disposer de services centraux forts et efficaces, et nous nous réjouissons de la qualité du support que nous pouvons trouver auprès de ces services. Nous trouvons donc essentiel qu'une part importante des frais de gestion associés aux divers contrats soit conservée par les services centraux de notre Université. Mais nous ne comprenons pas pourquoi ce même raisonnement ne s'applique pas aux Unités, qui méritent tout autant les moyens de gérer les contrats qu'elles arrachent, et donc de recevoir elles-aussi une part significative de ces mêmes frais de gestion. Tout Directeur d'Unité constate vraisemblablement comme nous que la réalité du travail de gestion associé à un contrat est effectuée au moins à moitié par les gestionnaires qui sont sous sa responsabilité. Dans un contexte où nous ne disposons pas de suffisamment de gestionnaires, pourquoi les charges (salaires, recrutement, formation, ...) liées aux personnels contractuels nécessaires pour pallier cette insuffisance reposeraient-elles uniquement sur les Unités ?

Nous soutenons sans hésiter l'idée qu'il est important que notre Université ait les moyens d'une politique scientifique, et donc nous trouvons essentiel qu'elle conserve une part significative du préciput de l'ANR. Mais nous ne comprenons pas pourquoi ce même raisonnement ne s'applique pas aux Unités, qui méritent tout autant les moyens de mener une politique scientifique, et donc de recevoir elles-aussi une part significative de ce même préciput.

Signataires :

E. BONNETIER, Directeur du LJK
P. CINQUIN, Directeur de TIMC-IMAG
E. GAUSSIER, Directeur du LIG
N. HALBWACHS, Directeur de VERIMAG
S. MIR, Directeur de TIMA
M. OCCELLO, Directeur du LCIS
J. M. THIRIET, Directeur de GIPSA-LAB
F. VILLENEUVE, Directeur de G-SCOP